

Inhalt/Contenu

Editorial deutsch

Editorial français

L'importance de l'engagement en faveur du PSR / IPPNW et ce qu'il peut vous apporter...

Weshalb ein Engagement für die Anliegen der PSR / IPPNW wichtig ist und Freude machen kann ...

Veranstaltungen anlässlich des 20. Jahrestages der AKW-Katastrophe von Tschernobyl

Atomwaffenfreie Zonen sind der Königsweg zu einer atomwaffenfreien Welt

A possible solution of the Iran crisis

Die Iran-Krise - ein weiterer Vorschlag. Pressemitteilung PSR / IPPNW Schweiz 3. März 2006

Offener Brief. Internationaler Appel zur Iran-Krise

US Nukleardeal mit Indien hebt Sperrvertrag aus. Presseinfo IPPNW Deutschland

Mayors for Peace. Protestbrief zu den Atomversuchen vom 23. Februar in Nevada

Le Crime de Tchernobyl, ou le goulag nucléaire. Recommandation de livre

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Leserinnen und Leser

Mit den PSR News 01/06 erhalten Sie als Sonderheft die Abstracts unseres Kongresses „Health of Liquidators ...“, der am 12. November 2005 in Bern stattfand. Medien und Kongressveranstalter im In- und Ausland haben das wichtige Thema der strahlenbedingten Erkrankungen der ehemaligen Aufräumarbeiter aufgenommen und weiterverbreitet. Mit der kurz vor dem 20. Jahrestag der Tschernobyl-Katastrophe erscheinenden Publikation der Referate möchten wir einen weiteren Beitrag zur Aufklärung leisten. Gerne stellt Ihnen unser Sekretariat bei Bedarf weitere Exemplare der Publikation gratis zur Verfügung.

Anlässlich des 20. Jahrestages der Tschernobyl-Katastrophe initiieren wir diverse Anlässe und Aktionen. Wir hoffen, viele unserer Mitglieder an den Erinnerungsveranstaltungen begrüßen zu dürfen. Ob am Gedenkkonzert am 31. März in Bern, an der Mahnwache in Basel, oder an einem unserer Informationsabende,.....wir zählen auf SIE! Detaillierte Informationen finden Sie auf den Seiten 11 und 12.

Im Spannungsfeld zwischen Klimawandel und zunehmendem Energiebedarf stehen wir vor der Renaissance der Atomenergie; weltweit ist der Bau von Dutzenden neuen Reaktoren geplant. Zum Thema „Atomenergie bedroht Menschen und Umwelt“ haben wir in Zusammenarbeit mit den ÄrztInnen für Umweltschutz (AefU) ein Plakat gestaltet. Je 2 Expl. liegen dieser Ausgabe bei. Diese sind als Wartezimmerplakat gedacht, können aber auch an einem anderen prominenten Ort auf unsere Besorgnis aufmerksam machen. Zudem bitten wir Sie, eines der beiden Plakate einer befreundeten Ärztin/Arzt weiterzugeben.

Mit der zivilen Nutzung der Atomtechnologie nimmt auch die atomare Bedrohung zu. Die Irankrise zeigt, wie eng zivile und militärische Nutzungsoptionen verbunden sind. Unsere seit Jahren erhobene Forderung für eine Atomwaffenfreie Zone im Mittleren Osten und für die globale Abschaffung der Atomwaffen wird von vielen Organisationen weltweit unterstützt. Arthur Muhl setzt sich seit langem engagiert für dieses Ziel ein. Er arbeitet in der Middle East Commission, in der viele IPPNW Mitglieder aus verschiedenen Ländern mitwirken. Im PSR / IPPNW Vorstand haben wir eine Arbeitsgruppe zu diesem Thema gebildet und bitten auch unsere Mitglieder um Unterstützung. Infos in unserem Beitrag ab Seite 12.

Weitere Verstärkung für unsere Anliegen erhoffen wir uns von jungen, angehenden ÄrztInnen und Ärzten, die wir an verschiedenen Lunchmeetings an den medizinischen Fakultäten in Zürich, Genf, Bern und Basel kennengelernt haben. Zusammen mit den AefU stellten wir unsere Organisationen vor, die anschliessende Präsentation des Film „le sacrifice“ gab Stoff zu einem ersten Gedankenaustausch. Wir versuchen so, junge Menschen auf unser Thema der Gesundheitsrisiken der Atomenergie aufmerksam zu machen und zur Mitarbeit motivieren. Weitere Anlässe in Lausanne und Fribourg sind geplant. Andi Nidecker schreibt in seinem Artikel, in dem er sich an die Studierenden wendet, weshalb ein Engagement für die Anliegen der PSR/IPPNW wichtig ist und Freude machen kann ..., wir hoffen, damit auch unsere langjährigen Mitglieder wieder vermehrt zu aktivem Engagement zu motivieren.

Mit herzlichen Grüssen

Claudia Bürgler

Editorial

Chers membres, chers lecteurs et lectrices,

vous recevez conjointement avec PSR News 01/06 une brochure contenant les résumés en rapport avec notre congrès intitulé «Health of Liquidators ...» et qui a eu lieu le 12 novembre 2005 dans la ville de Berne. Les médias et des organisatrices et organisateurs de congrès dans notre pays et à l'étranger se sont emparés du sujet des maladies causées par les rayons ionisants chez les personnes chargées du nettoyage et ont diffusé l'information. Au moyen de cette publication qui paraît juste avant le vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, nous voulons dédier une contribution supplémentaire à une reconnaissance des faits. Notre secrétariat met volontiers sur demande à votre disposition gratuitement d'autres exemplaires.

A l'occasion du vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, nous avons initiés diverses rencontres et actions. Nous espérons voir de nombreux membres à l'occasion de notre soirée commémorative. Que ce soit à Berne le 31 mars, à Bâle le 26 avril, ou lors d'une de nos soirées d'information, nous comptons sur vous! Des informations détaillées à ce sujet se trouvent aux pages 11 et 12.

En relation avec les modifications de climat et un besoin grandissant en énergie, nous sommes témoins d'un regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire; autour du monde la construction de douzaines de réacteurs est planifiée. A ce propos, nous avons collaboré avec les Médecins en faveur de l'Environnement et produit une affiche intitulée «l'énergie atomique menace l'espèce humaine et l'environnement». Vous en trouverez ci-inclus 2 exemplaires. Elles sont dédiées à être placardées dans une salle d'attente, mais peuvent aussi être placées à d'autres endroits, pour attirer l'attention sur nos préoccupations. De plus, nous vous prions de remettre une des deux affiches à un(e) ami(e) médecin.

La menace atomique augmente en relation avec l'utilisation de l'énergie nucléaire. La crise en Iran démontre comment les utilisations civiles et nucléaires sont étroitement liées. Notre revendication datant de plusieurs années pour une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient et pour l'élimination globale des armes atomiques est soutenue par de nombreuses organisations dans le monde entier. Arthur Muhl s'est engagé depuis longtemps sur ce thème. Il est actif au sein de la Middle East Commission dans laquelle de nombreux membres IPPNW de plusieurs pays collaborent. Un groupe de travail du Comité de PSR / IPPNW a été formé et nous prions nos membres de le soutenir. Des informations à ce sujet se trouvent à la page 12.

Nous espérons trouver chez les jeunes futurs médecins du renfort pour supporter nos efforts. Nous les avons rencontrés dans les facultés de Zurich, Genève, Berne et Bâle. Conjointement avec les Médecins en faveur de l'Environnement, nous avons présenté nos organisations avec ensuite le visionnement du film „le sacrifice“ qui a été la source d'un échange de pensées. Nous essayons ainsi de rendre attentifs les jeunes personnes au thème du rayonnement ionisant et des risques liés à la santé, et à les motiver à une collaboration. D'autres rencontres sont prévues à Lausanne et Fribourg. Andi Nidecker explique dans son article dédiés aux étudiants «L'importance de l'engagement en faveur du PSR/IPPNW et ce qu'il peut vous apporter ...». Nous espérons ainsi aussi mobiliser nos membres de longue date pour participer activement à nos activités.

Cordiaux messages

Claudia Bürgler

(traduction Jean-Luc Riond)

L'importance de l'engagement en faveur du PSR / IPPNW et ce qu'il peut vous apporter...

Chères étudiantes en médecine, chers collègues

C'est à titre de membre de longue date et donc quasi antédiluvien de notre petite organisation Médecins pour la responsabilité sociale / pour la prévention de la guerre nucléaire PSR/ IPPNW (Physicians for Social Responsibility / International Physicians for the Prevention of Nuclear War) Suisse que je vous adresse ce message. Nous luttons dans bon nombre de pays du monde entier en premier lieu contre la prolifération des armes nucléaires. La branche suisse du PSR / IPPNW thématise également, avec d'autres organisations partageant les mêmes opinions et soucis, l'exploitation civile de l'énergie nucléaire, que nous jugeons être en étroite corrélation avec la technologie de l'armement nucléaire. Ainsi la PSR / IPPNW prône-t-elle donc, à titre d'organisation non gouvernementale (ONG), une double orientation nettement axée sur une politique pacifiste et énergétique en participant, dans ces deux champs d'activités, au débat portant sur d'importants thèmes étroitement liés à société et avenir : la prolifération nucléaire qui n'a rien perdu de son actualité et par conséquent la menace pesant sur l'humanité, ainsi que la discussion portant sur l'approvisionnement énergétique durable et sûr de toutes les populations.

Mais quels sont donc les motifs incitant un médecin et une petite ONG suisses à se mêler des années durant d'affaires relativement « étrangères » à leur mission professionnelle ? D'affaires qui ailleurs font l'objet de discussions et de décisions prenant une ampleur considérable et bien évidemment réservées aux politiciens et stratèges militaires, aux grands industriels et aux technocrates ?

Les raisons expliquant que j'apprécie depuis de nombreuses années le travail dans le PSR / IPPNW et que je m'engage pour leurs objectifs sont diverses. J'évoquerai en premier lieu les profonds liens amicaux noués avec des collègues actifs et intelligents partageant les mêmes idées et s'engageant, au delà de leur environnement professionnel, pour les grands objectifs évoqués plus haut. Et c'est bien la vérité : la discussion concernant l'armement nucléaire, cette « massue » hors de prix toujours présente dans l'arsenal de certaines nations méprisant l'humanité et semblant vivre dans la nuit des temps a besoin du soutien des médecins indépendants. Les puissances nucléaires argumentent que leur sécurité est ainsi accrue tout en ignorant que les guerres d'agression conventionnelles sont plutôt rares aujourd'hui, que les scénarios de menace ont évolué et que ce n'est pas avec des armes nucléaires que l'on peut contrer les attaques terroristes. De plus, la realpolitik actuelle montre que les petites nations apprécient de pouvoir acquérir un certain prestige en se procurant des armes nucléaires alors que cela met en péril la stabilité régionale régnant entre les pays voisins. Face à ces faits, l'IPPNW argumente depuis trois décennies qu'en fin de compte, seuls la prévention et l'empêchement d'une guerre nucléaire peuvent être la solution. Nous nous impliquons avec tout notre influence professionnelle dans la discussion et diffusons l'avertissement suivant : après la destruction de l'infrastructure résultant de l'utilisation de l'arme nucléaire, aucune aide efficace ne peut être attendue de la part des médecins. Forts de notre savoir médical, nous nous devons d'informer nos congénères sur les corrélations qui viennent d'être évoquées.

La société civile se doit d'élargir la conscience qu'elle a de ce problème, si elle veut réaliser durablement le désarmement nucléaire total. Il est tout à fait possible que notre propre idéalisme gonfle l'influence que notre organisation peut réellement exercer. Mais n'oublions pas que dans notre grande majorité, nous n'avons jamais eu l'impression, depuis la fondation de la PSR / IPPNW Suisse au début des années 80, que nos arguments restaient lettre morte ou n'étaient pas pris au sérieux. Et ce n'est pas sans raison qu'en 1985, le Prix Nobel de la paix a été décerné à la PSR / IPPNW pour son rôle de médiateur entre les blocs pendant la guerre froide. Le fait de pouvoir contribuer à faire bouger les choses localement, donc sur une petite échelle, mais parfois même sur le plan international, est en fin de compte une expérience plus qu'enrichissante – et je souhaite aux lectrices et aux lecteurs de ce message de la partager.

Au fil des ans, j'ai eu le bonheur de rencontrer, en Suisse comme à l'étranger, des militants partageant les mêmes opinions. Dans le cadre d'un réseau international actif, les contacts personnels renforcent les efforts entrepris par chacun sur le plan national. Et la majorité d'entre nous est fière et heureuse d'avoir pu, à titre d'association de médecins, aider pendant des années bon nombre d'autres organisations moins importantes mais tout aussi critiques. La section suisse de l'IPPNW accorde également une importance primordiale à la lutte contre l'exploitation civile du nucléaire. Il peut paraître surprenant qu'un radiologue défende des thèses critiques quant à cette forme de transformation de l'énergie alors que substances radioactives et rayons X font partie de son lot quotidien. Mais compte tenu des risques encourus par les personnes impliquées, cette position ne manque pas d'une certaine logique : en raison des risques de maladie encourus par mes patients – par exemple risque de cancer du sein -, ils peuvent éventuellement profiter du petit risque lié à l'irradiation en mammographie. Par contre, il nous semble impossible d'assumer la responsabilité d'exposer toute une population au risque d'un accident grave survenant dans une centrale nucléaire tant que nous exploitons et gaspillons l'énergie de façon démesurée, d'autant plus que nous disposons déjà d'autres formes efficaces de production énergétique. Une défaillance humaine ne peut malheureusement jamais être exclue et notre petit pays ne peut en aucun cas courir le risque d'un accident contaminant des régions entières comme on l'a vu il y a 20 ans à Tchernobyl. Il est inconcevable de continuer à miser sur la technologie à risque qu'est le nucléaire alors que nous n'avons toujours pas adopté toutes les mesures d'économies envisageables. Il nous semble également inacceptable et

perfidie de prôner l'exploitation globale du nucléaire en se référant à la protection du climat, alors qu'il est absolument évident qu'elle ne pourra jamais contribuer de façon décisive à la réduction du CO₂, que ce soit au niveau politique ou financier. En dépit de l'existence de nouveaux réacteurs soi-disant sûrs, la technologie nucléaire est de toute façon bien trop complexe et inadéquate pour la plupart des pays, le problème des déchets nucléaires n'étant d'ailleurs toujours pas résolu.

L'expérience que l'humanité a pu tirer du « phénomène » Tchernobyl dans ce domaine se passe d'ailleurs de tout commentaire. Ainsi un nombre croissant de publications scientifiques évoque-t-il le fait que les conséquences médicales de Tchernobyl sont bien plus graves que nous ne l'avions jusqu'alors supposé. De récentes études ont entre autres révélé que, outre l'augmentation massive du nombre de carcinomes thyroïdiens chez les adolescents, le taux de tumeurs solides affectant d'autres organes est en train de croître considérablement, 20 ans après l'accident et compte tenu des temps de latence respectifs. Nous sommes également conscients du fait qu'une analyse critique de ces études scientifiques récentes est certes indispensable, mais que ces publications n'en doivent pas moins recevoir tout le soutien dont elles ont besoin. Ces dernières années, nous avons plusieurs fois appliqué ce principe à des conférences scientifiques consacrées aux « dommages dus aux radiations nucléaires ». Il s'agit avant tout de soutenir les publications venant de Biélorussie et d'Ukraine.

Autre point important : le rôle joué par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne) qui fait régulièrement l'objet de divers débats. Selon les statuts de cet organisme dépendant de l'ONU, sa double mission est d'une part le contrôle de toutes les installations nucléaires du monde entier et d'autre part la promotion de l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire. Les termes de cette mission ont été définis dans les années 50, quand toute la planète croyait encore à l'innocuité et aux potentiels du nucléaire. Mais après Tchernobyl, Harrisburg et divers autres graves accidents, il apparaît aujourd'hui que l'optimisme d'alors n'était pas de mise et que les aspects négatifs de la technologie nucléaire sont aujourd'hui une évidence incontestable. Au vu des besoins énergétiques réels de l'humanité et des arguments précédents, notre mission est d'obtenir la création, dans les prochaines années, d'une Agence internationale des énergies renouvelables se substituant à l'AIEA. Aux États-Unis, la renaissance du nucléaire telle qu'elle est prônée et subventionnée par le gouvernement actuel nous semble être le mauvais choix. La plupart des pays semblent partager notre avis – le nôtre excepté, l'option « énergie nucléaire » étant toujours un thème actuel. Il n'a rien perdu non plus de son actualité pour la PSR / IPPNW et c'est pour cette raison que nous continuons à nous impliquer avec toute notre persévérance, notre créativité, le poids que représente notre statut professionnel et... le plaisir de lutter.

A. Nidecker, février 2006

(membre du comité et ex-président de PSR / IPPNW Suisse)

Weshalb ein Engagement für die Anliegen der PSR / IPPNW wichtig ist und Freude machen kann ...

Liebe Medizinstudentinnen, liebe junge Kollegen

Ich schreibe diese Zeilen als langjähriges und damit mittelalterliches Mitglied unserer kleinen Organisation ÄrztInnen für Soziale Verantwortung / zur Verhütung des Atomkriegs PSR/ IPPNW (Physicians for Social Responsibility / International Physicians for the Prevention of Nuclear War) Schweiz. Wir bekämpfen weltweit in vielen Ländern in erster Linie die Weiterverbreitung der Atomwaffen. Die Schweizer Ableger der PSR / IPPNW thematisiert mit einigen anderen gleichgesinnten und gleichbesorgten Organisationen zusätzlich die zivile Nutzung der Atomenergie. Diese hängt unseres Erachtens mit der Atomwaffentechnologie eng zusammen. Damit hat die PSR / IPPNW als Nichtregierungsorganisation (NRO) einerseits einen klar friedenspolitischen, andererseits einen energiepolitischen Fokus und nimmt mit diesen beiden Tätigkeitsfeldern an der Diskussion von wichtigen und gesellschafts- und zukunftsrelevanten Themen teil: die weiterhin hochaktuelle nukleare Proliferation und die dadurch bedingte Bedrohung der Menschheit und die Diskussion um eine nachhaltige und sichere Energieversorgung aller Völker.

Was bringt einen Schweizer Arzt dazu und was motiviert eine kleine Schweizer NRO, sich während Jahren in relativ „berufsfremde“ Geschäfte einzumischen? Geschäfte, welche andernorts schwergewichtig und mit grossem Selbstverständnis vordergründig von Politikern und Militärstrategen, von Grossindustriellen und Technokraten diskutiert und zumeist auch entschieden werden?

Es sind mehrere Gründe, die dazu geführt haben, dass ich mich in der PSR / IPPNW seit vielen Jahren wohl fühle und mich für deren Ziele einsetze. In erster Linie stehen sicher die tiefen Freundschaften mit gleichgesinnten aktiven und intelligenten KollegInnen, die sich über die berufliche Tätigkeit hinaus für die erwähnten höheren Ziele einsetzen. Und es ist wirklich so: es braucht uns unabhängige Ärzte bei der Diskussion um Atomwaffen, diesen teuren „Keulen“, welche einige Nationen in Menschen verachtender Steinzeitmanier immer noch in ihrem Waffenarsenal halten. Atom-mächte argumentieren, dass dadurch ihre Sicherheit erhöht würde, verkennen aber, dass konventionelle Angriffskriege heute selten sind, Bedrohungsszenarien sich geändert haben und terroristischen Attacken nicht mit Atomwaffen beizukommen ist. Ausserdem zeigt die Realpolitik heute, dass es attraktiv ist für kleinere Nationen, sich durch die Acquisition von Atomwaffen Prestige zu verschaffen, ungeachtet der Tatsache, dass so die regionale Stabilität unter Nachbarländern gefährdet wird. Angesichts dieser Tatsachen argumentiert die IPPNW seit drei Jahrzehnten, dass letztlich nur die Prävention, das Verhindern eines Atomkriegs die Lösung sein könne. Wir bringen unser ganzes ärztliches Gewicht in die Diskussion und warnen, dass nach der Zerstörung der Infrastruktur durch einen Atomschlag, von uns ÄrztInnen eine effiziente Hilfe nicht erwartet werden könne. Dank unseres medizinischen Wissens muss es uns ein Anliegen sein, die Mitmenschen über die skizzierten Zusammenhänge zu informieren.

Letztlich kann nur eine Bewusstseinsweiterung in der Zivilgesellschaft langfristig zu einer vollständigen globalen atomaren Abrüstung führen. Zugegeben, der eigene Idealismus mag die tatsächlichen Einflussmöglichkeiten unserer Organisation grösser erscheinen lassen, als sie tatsächlich sind. Immerhin aber hatten die meisten von uns in all den Jahren seit der Gründung der PSR/ IPPNW Schweiz in den frühen 80er Jahren nie den Eindruck, mit unseren Argumenten nicht auf Interesse gestossen oder nicht ernst genommen zu werden. Und nicht von ungefähr wurde der PSR/ IPPNW 1985 der Friedensnobelpreis für die Mediation zwischen den Blöcken während des kalten Krieges verliehen. Diese Erkenntnis letztlich, etwas lokal und im Kleinen, aber gelegentlich auch auf der internationalen Bühne bewegen zu können ist ungemein bereichernd und auch den LeserInnen dieser Zeilen zu wünschen.

Über alle diese Jahre war es mir eine grosse Freude, nicht nur hier in der Schweiz, sondern in vielen Ländern Gleichgesinnte zu finden. Persönliche Kontakte im Rahmen eines aktiven internationalen Netzwerks stärkt die eigenen Bemühungen auf nationaler Ebene. Dass wir als Ärzteorganisation dabei vielen anderen kleineren und kritischen Organisationen über die Jahre haben helfen können erfüllt die meisten von uns mit Stolz und Befriedigung.

Die Bekämpfung der zivilen Nutzung der Atomenergie als weiteres Tätigkeitsfeld ist für die Schweizer Sektion der IPPNW wichtig. Es mag atypisch erscheinen, dass sich ein Radiologe kritisch über diese Form der Energieumwandlung äussert, hat er doch tagtäglich mit radioaktiven Substanzen und Röntgenstrahlen zu tun. Nun, so unlogisch ist es nicht, wenn man die Risiken für die Beteiligten berücksichtigt: Meine Patienten mit ihren Krankheitsrisiken, bspw. demjenigen an Brustkrebs zu erkranken, können ev. vom kleinen Strahlenrisiko einer Mammographie profitieren. Hingegen erscheint es andererseits nicht verantwortbar, eine ganze Gesellschaft dem Risiko eines gravierenden Unfalls in einem Kernkraftwerk auszusetzen. Nicht solange wir die Energie noch im Überfluss nutzen und verschwenden und heute zudem potente andere Formen der Energieproduktion bereit stehen. Leider ist ja nirgendwo menschliches Versagen auszuschliessen und ein Unfall mit einer Kontamination ganzer Landstriche wie vor 20 Jahren in Tschernobyl geschehen, könnte sich unser kleines Land nicht leisten. Es kann ja wohl nicht angehen, weiterhin auf die Risikotechnologie Atomkraft zu setzen, wenn hierzulande noch lange nicht alle Sparmassnahmen getroffen worden sind. Auch scheint es verwerflich und irreführend, aus Klimaschutzgründen die globale Nutzung der Atomtechnologie zu

propagieren, wenn es absolut klar ist, dass diese weder politisch noch aus Finanzierungsgründen je massgebend zur CO2 Reduktion beitragen kann. Ohnehin ist die Technologie, trotz angeblich sicherer neuer Reaktoren, zu komplex und ungeeignet für die meisten Länder und die Frage der atomaren Abfälle bleibt ungelöst.

Die Erfahrungen, welche die Menschheit aus dem „Experiment“ Tschernobyl ziehen sind in dieser Hinsicht ebenfalls aufschlussreich. So weisen letztlich immer mehr wissenschaftliche Publikationen auf den Umstand hin, dass die medizinischen Folgen von Tschernobyl weit gravierender ausfallen als bisher angenommen. Unter anderen Tatsachen ist von neueren Daten jetzt bekannt, dass nicht nur die Schilddrüsenkarzinome bei Jugendlichen massiv angestiegen sind, sondern dass auch solide Tumoren anderer Organe 20 Jahre nach diesem Unfall mit der erwarteten Latenzzeit stark ansteigen sind. Dass eine kritische Analyse solcher neuerer wissenschaftlicher Arbeiten notwendig ist, aber solche Publikationen auch gefördert werden müssen, ist eine weitere Erkenntnis, die wir in den vergangenen Jahren gewonnen haben. Wir haben das an wissenschaftlichen Tagungen zu der Thematik „Strahlenschäden durch Kernkraft“ in den vergangenen Jahren bereits mehrmals praktiziert. Es sind dabei vor Allem Publikationen aus Weissrussland und der Ukraine, die gefördert werden müssen.

Die Rolle der Internationalen Atomenergie Agentur IAEA in Wien ist ein weiteres wichtiges Anliegen, das immer wieder diskutiert wurde. Diese UNO Behörde hat statuarisch den Doppelauftrag einerseits der Kontrolle aller nuklearen Installationen weltweit, andererseits aber der Propagierung der friedlichen Nutzung der Atomenergie. Diesen Auftrag hat sie in den fünfziger Jahren erhalten, als man weltweit noch an die Unschuld und die ungeahnten Potentiale der Atomenergie glaubte. Nach Tschernobyl, Harrisburg und anderen gravierenden Ereignissen ist heute aber klar, dass der damalige Optimismus nicht gerechtfertigt war und die negativen Aspekte der Atomtechnologie heute klar zutage treten.

Angesichts der tatsächlichen energetischen Bedürfnisse der Menschheit, und wie oben aufgezeigt, muss es in den kommenden Jahren gelingen, eine Internationale Agentur für Erneuerbare Energien zu schaffen, welche die IAEA ablösen wird. Eine Renaissance der Atomenergie in den USA, wie sie von der jetzigen US Regierung ermöglicht und gefördert wird, erscheint der falsche Weg zu sein. Dies wird ja auch in den meisten Ländern gleich gesehen, wenn auch nicht hierzulande, wo die Option „Atomenergie“ immer noch ein Thema ist. Es ist tatsächlich noch ein Thema, auch für die PSR / IPPNW, und deshalb bleiben wir dran, mit Beharrlichkeit, Kreativität, unserem ganzen ärztlichen Gewicht und mit ... Lust.

A. Nidecker, Februar 2006

(Vorstandsmitglied und ehemaliger Präsident der PSR / IPPNW Schweiz)

Veranstaltungen anlässlich des 20.Jahrestages der AKW-Katastrophe von Tschernobyl

Liebe PSRNEWS-Leserinnen und Leser

Der 20. Jahrestag der Katastrophe am 26.4.2006 wird weltweit Anlass zur Erinnerung sein. Das Thema der medizinischen Folgen nach der AKW-Explosion von Tschernobyl war und ist einer der Schwerpunkte von PSR/IPPNW Schweiz. Gemeinsam mit Greenpeace und Grüner Partei und Jungen Grünen BS/BL haben wir in Basel über einen Zeitraum von 2 Wochen diverse Anlässe organisiert. Dies mit dem Ziel, ein breites Publikum über längere Zeit wiederholt anzusprechen und die Erfahrungen der bisher grössten industriellen Katastrophe bewusst zu machen. Wenn Tschernobyl schon geschehen musste, sollten wir daraus etwas lernen. Wir wollen ferner darauf hinweisen, wo wir uns aktiv gegen die Risiken der „friedlichen“ Nutzung der Atomenergie einsetzen können.

Wir möchten PSR/IPPNW-Mitglieder aus der ganzen Schweiz herzlich zu den Veranstaltungen einladen. Insbesondere hoffen wir auch die junge Generation auf „Tschernobyl“ aufmerksam zu machen – und bitten darum, sie, die 1986 vielleicht noch nicht einmal geboren waren, auf die Problematik und unsere Anlässe ende April / anfangs Mai aufmerksam zu machen.

Die letzte Veranstaltung findet am 8.Mai statt. Der 8.Mai 1986 ist nach Aussage des Atomphysikers Wassily Nesterenko das kritische Datum nach dem Unfall: Wäre bis dann das Feuer im brennenden AKW nicht gelöscht worden, hätte eine nukleare Explosion von der 50-fachen Dimension der A-Bombe von Hiroshima gedroht. Europa wäre im herkömmlichen Sinne nicht mehr bewohnbar gewesen. Dieses Konzert wird deshalb speziell den vergessenen Helden von Tschernobyl - den Liquidatoren - gewidmet sein, die diese noch grössere Katastrophe abgewendet haben und welchen wir unglaublich viel zu verdanken haben.

Claudio Knüsli (Präsident PSR / IPPNW Schweiz)

Mo. 24.4.2006 18 15 Uhr

Universitätsspital, Basel, Hörsaal 2.

Global Health Alert:

Informationen für Ärztinnen und Ärzte, Medizinstudentinnen und Medizinstudenten über gesundheitliche Schäden nach Tschernobyl und Risiken der kommerziellen Atomenergienutzung. Mehr infos www.ippnw.ch

Di. 25.4.2006 ab 16 00 Uhr

Claraplatz Basel

Tschernobyl - Mahnwache

bis Mi. 26.4.2006 14.00 Uhr. Anmeldung auf www.tschernobyl-mahnwache.ch/vu oder mit nachfolgendem Talon

Do. 27.4.2006 20 00 Uhr

St. Claraspital, Basel, 5.Stock, Mehrzweckraum.

Öffentliche Filmvorführung „The Sacrifice“ von E.Andreoli und W.Tchertkoff mit anschliessender Diskussion

Di. 2.5.2006 20 15 Uhr

Schmiedenhofsaal, Rümelinsplatz, Basel.

Benefizkonzert zugunsten von „Les Enfants de Tchernobyl, Belarus“: Russische Musik mit Svetlana Ignatovich (Gesang), Tatiana Korsunskaya (Klavier) und Denis Severin (Cello)

Do. 4.5.2006 20 00 Uhr

Volkshaus, Basel.

Podiumsgespräch mit TRAS / KLAR / BUND. Öffentliche Veranstaltung zu den Risiken des AKWs Fessenheim, dem geplanten nuklearen Endlager in Benken (ZH) und der umstrittenen AKW-Laufzeitverlängerung / Renaissance der Atomenergie.

So 7.5.2006 ab 10 00 Uhr

Basel – Kaiseraugst.

Sternmarsch an den Standort des erfolgreich verhinderten AKWs.

Mo. 8.5.2006 20 00 Uhr

Leonhardskirche, Basel. Tschernobyl-Gedenkkonzert mit der Organistin Susanne Doll – Lesung mit Alexander von Sinner.

Neuste Infos aller Anlässe: www.tschernobyl-mahnwache.ch/vu/

Tschernobyl - Mahnwache

25.April 2006, 16:00 bis 26.April 2006, 14:00

Claraplatz, Basel

Bist auch Du dabei?

Der Unglückstag von Tschernobyl jährt sich nun zum 20. Mal! Deshalb organisieren wir erneut eine Mahnwache. Weitere Städte in der Schweiz sind ebenso daran Aktivitäten zu organisieren. Wir wollen an die Tausenden von Opfer der Katastrophe mahnen und auf die weiterbestehenden Gefahren der Atomenergie hinweisen:

- 382'000 km² Land ist verseucht – rund 9x die Fläche der Schweiz!
- 7 Millionen Menschen sind direkt betroffen – so viele wie die gesamte Schweizer Bevölkerung.
- 80% aller Kinder sind krank - viele sind missgebildet.

Die Atomenergie ist und bleibt ein Problem!

Setze Dich ein und mache mit bei der Mahnwache in Basel! Melde Dich für eine oder mehrere der unten aufgeführten Zeiten an. Wir werden Dir Deine definitive Einsatzzeit bestätigen. Danke für Deine Rückmeldung und Deinen Einsatz!

Mail: _____ Vorname u. Name _____

Adresse, Tel. und evtl. Anmerkungen _____

Ich möchte zu folgenden Zeiten teilnehmen:

- | | | |
|------------------------|------------------------|------------------------|
| • 25.04. 16:00 - 18:00 | • 25.04. 18:00 - 20:00 | • 25.04. 20:00 - 22:00 |
| • 25.04. 22:00 - 24:00 | • 26.04. 00:00 - 02:00 | • 26.04. 02:00 - 04:00 |
| • 26.04. 04:00 - 06:00 | • 26.04. 06:00 - 08:00 | • 26.04. 08:00 - 10:00 |
| • 26.04. 10:00 - 12:00 | • 26.04. 12:00 - 14:00 | |

Einsenden an: Tschernobyl20, Postfach 938, 4001 Basel oder per Fax an 061 261 19 05

Atomwaffenfreie Zonen sind der Königsweg zu einer atomwaffenfreien Welt

von Arthur Muhl, Claudia Bürgler

Während der Irak, wie zahlreiche warnende Stimmen voraussagten, zunehmend im Chaos der Gewalt versinkt und am Rande eines Bürgerkrieges steht, bahnt sich bereits der nächste Konflikt an. Diesmal ist der Fokus auf den Iran gerichtet, dem vorgeworfen wird, an der der Atombombe zu bauen. Das verbale Säbelrasseln, welches aus Washington zu hören ist, erinnert bis in das Detail an die Vorbereitung zum Angriff auf dem Irak.

Und das ausgerechnet zu diesem Zeitpunkt geschlossene Abkommen mit Indien, ein Land, welches den Atomsperrvertrag nicht unterzeichnet hat, ist ein verhängnisvolles Signal. „Wer da Böses plant, darf zufrieden sein“ schreibt die Franfurter Rundschau und weist darauf hin, dass „Alle Tiere sind gleich, aber einige sind gleicher als die anderen, schrieb George Orwell vor 61 Jahren. Der gewählte Präsident der USA bestimmt, wer zur ‘Achse des Bösen’ gehört und wer nicht. Das ist weltpolitisches Kalkül; darin ist Indien nützlich als Gegengewicht zu China, Iran aber schädlich. Irans Ayatollahs zur Aufgabe ihres vermuteten, aber unbewiesenen -Atomrüstungsprogramms zu bewegen wird nun schwieriger als zuvor.“

Ein Angriff auf den Iran würde mit grosser Wahrscheinlichkeit die Region weiter destabilisieren und stellt ein ungeheures, gefährliches Konfliktpotential für die Länder des Mittleren und Nahen Ostens dar. Zahlreiche Menschen aus allen Teilen der Welt bemühen sich, einen Beitrag zu einer friedlichen Lösung des gefährlichen Konfliktes zu leisten. So engagiert sich insbesondere unser Vorstandsmitglied Dr. Arthur Muhl, der die PSR/IPPNW Schweiz auch in der IPPNW Middle East Commission vertritt, in Treffen mit Entscheidungsträgern sowie Strategiepapieren (siehe unten), Pressemitteilungen (siehe nächste Seite) für eine Konfliktlösung, um eine Eskalation zu verhindern.

Arthur Muhl würde sehr gerne einige Mitglieder von PSR/IPPNW für eine Mitarbeit in einer Arbeitsgruppe, welche sich mit dem Thema der Schaffung einer Atomwaffenfreien Zone im Nahen Osten, aber auch in Europa widmet, gewinnen. InteressentInnen melden sich bitte bei:

Dr. Arthur Muhl, Alte Steinacherstrasse 14, 8804 AU, Tel. 01/781 23 73, amuhl@datacomm.ch

Eine weitere Initiative fordert: Für eine friedliche Lösung der Irankrise. Weltweiter Appell an die Konfliktparteien. Am 7.2.06 wurde in Berlin, Brüssel, Den Haag, Genf Hiroshima, Paris und Sydney ein offener Brief an die Regierungen des Iran, Israels und der USA veröffentlicht, in dem Vertreter aus Politik und Zivilgesellschaft für eine friedliche Lösung des Konfliktes um das iranische Atomprogramm und die Errichtung einer kernwaffenfreien Zone im Mittleren Osten appellieren. Gut 70 PolitikerInnen und ParlamentarierInnen und mehr als 200 Nichtregierungs-Organisationen aus 30 Ländern unterzeichneten den Brief, der bereits an die drei Konfliktparteien, sowie in Kopie an u.a. Herrn Kofi Annan, UN-Generalsekretär und Herrn Mohamed El-Baradei, Leiter der IAEA, geschickt wurde. (Auf Seite 14).

Es muss alles unternommen werden, damit es nicht zu einem neuen Krieg mit verheerenden Folgen kommt.

A possible solution of the Iran crisis: (Arthur Muhl, february 2006)

In its resolution to submit the problem of Iran's nuclear activities to the UN security council, IAEA included the call for a Nuclear Weapon Free Zone in the Middle East (NWFZ-ME), seconded by Egypt, Saudi Arabia and the Non Aligned Mouvement (NAM), also repeatedly by Kofi Annan and Mohamed ElBaradei.

In a long discussion with the Iran's Vice Ambassador in Berne, Mr. Mohamed Khohadadi, he clearly claimed that Iran also always supports a NWFZ-ME. Wondering why I never read this in the international media, I pointed out that it is of utmost importance that this should duly be made public, just as Iran's efforts to use its plentiful renewable energies (sun and wind).

Israel is a long-standing nuclear weapon power (nwp), although its overwhelming conventional military forces actually make it superfluous. Israel now confronts the inevitable consequences. Proliferation: Once one nation has nuclear weapons, all others in the region strive for the same. (When in 1945 in Potsdam Truman proudly announced to Stalin the bombing of Hiroshima, Stalin immediately gave orders to build the soviet bomb.).

Israel claims to adhere still to the promise of 1985: To support a NWFZ-ME, if all Arab nations including Pakistan do the same.

Although now, especially because of the Iraq war, the situation is much more complicated, a UN regime of a NWFZ-ME could constitute a solution for the highly explosive situation: It would provide a legal frame for the present de facto situation.

The UN system of the additional protocols for the so-called Negative Security Assurances (NSA) provides that the nuclear powers guarantee to all non-nuclear nations not to attack them nor menace to. This would mean that the three nuclear weapon powers in the region (US, Israel, Pakistan) submit unconditionally to the IAEA controlled rules.

Summary:

- Full support for a NWFZ-ME is possible and would ease the tension.
- The UN system of NSA allows the de facto nuclear powers for the time being to remain nuclear even within a NWFZ regime as long as they submit unconditionally to IAEA controls.
- All Arab nations support a NWFZ-ME
- The US consistently rejects
- A military option would result in a catastrophe
- **Negotiations by all actors about a NWFZ-ME are urgently necessary.**

Pressemitteilung vom 3. März 2006 PSR / IPPNW Schweiz

Die Iran- Krise - ein weiterer Vorschlag der PSR / IPPNW Schweiz

Iran hat mit Russland verhandelt und verhandelt auch mit China, um die gegenwärtige schwierige Situation hinsichtlich seines Atomprogrammes zu entschärfen.

Die Internationale Atom Energie Behörde (IAEA), als Teil der UNO, hat bereits in ihrer Resolution vor der Unterbreitung des Problems an den Sicherheitsrat der UNO bis zum 6. März, die Forderung einer Atomwaffenfreien Zone im Mittleren Osten (NWFZ-ME) mit eingeschlossen. Sie wurde darin unterstützt von Aegypten, Saudi-Arabien und der Bewegung unabhängiger Staaten (Non-aligned Movement NAM).

Das Uno Konzept „Atomwaffenfreie Zonen“ hat sich zur Entspannung regionaler Konflikte gut bewährt und Atomwaffenfreie Zonen existieren bereits in Lateinamerika, im Südpazifik, in Südostasien und Afrika. In kürzlichen Kontakten von Schweizer Vertretern der PSR / IPPNW Schweiz mit der iranischen Botschaft in Bern wurde dort bekräftigt, dass Iran schon immer eine atomwaffenfreie Zone im Mittleren Osten unterstützt habe und dies auch weiterhin tue. Wir betrachten diese Feststellung in dieser Situation als sehr wichtig, und erachten es als notwendig und hilfreich, die Öffentlichkeit darüber zu orientieren.

Von Israel wird allgemein angenommen, dass es seit langem über Atomwaffen verfügt. Jetzt sieht sich dieses Land der fatalen Gesetzmässigkeit gegenüber, dass, sobald eine Nation in der Region solche Waffen besitzt, unweigerlich die anderen Regierungen in der Gegend dasselbe wollen. Israel hat in der Vergangenheit behauptet, einer atomwaffenfreien Zone beizutreten, wenn dies alle Länder bis und mit Pakistan auch täten. Es könnte somit jetzt seine Glaubwürdigkeit unter Beweis stellen.

Zusammenfassung

Ein Vorschlag der UNO für eine atomwaffenfreie Zone im Mittleren Osten mit den entsprechenden umfassenden IAEA Kontrollen würde eine konstruktive Lösung für die gegenwärtige explosive Situation darstellen. Ein solches Konzept würde zugleich eine international legal abgestütztes Netzwerk für eine verbesserte Stabilität ermöglichen.

Die IPPNW waren zur Zeit des Kalten Krieges ein Vermittler zwischen der USA und der Sowjet-Union und hat dafür den Friedens-Nobelpreis 1985 erhalten. Sie fordern jetzt dringende Anstrengungen aller Beteiligten für die Schaffung einer atomwaffenfreien Zone im Mittleren Osten!

Offener Brief Internationaler Appell zur Irankrise

Appell von Parlamentariern und Zivilgesellschaftlichen Organisationen in Bezug auf den Iran und nukleare Waffen
Eine friedliche Lösung der Iran-Krise und ein nuklearfreier Mittlerer Osten
Kein Erstschlag mit Atomwaffen

Sehr geehrter Herr Präsident Bush, sehr geehrter Herr Präsident Ahmadinejad, sehr geehrter Herr Premierminister Olmert, Sehr geehrte Frauen Außenministerinnen, Außenminister und Verteidigungsminister, sehr geehrte Herren Botschafter,

die Verbreitung von Atomwaffen ist wahrscheinlich die größte Bedrohung für die Menschheit. Sollte es zu der befürchteten kaskadenartigen Verbreitung kommen, wird die Wahrscheinlichkeit beträchtlich zunehmen, dass Atomwaffen irgendwann zum Einsatz kommen, sei es aus Böswilligkeit, Wahnsinn, Fehleinschätzung der Lage oder technischem Versagen. Alle Staaten tragen die Verantwortung dafür zu sorgen, dass die Anzahl der Atomwaffenstaaten nicht weiter steigt, zu verhindern, dass nicht-staatliche Akteure in den Besitz von Atomwaffen gelangen und sicher zu stellen, dass die Atomwaffenstaaten ihre Nukleararsenale vernichten.

Drohungen und Gerüchte über militärische Aktionen oder den Einsatz von Kernwaffen verschlimmern die wachsende Krise zwischen dem Iran und den USA sowie Israel. Berichte über die Vorbereitung und Sondierung militärischer Optionen – wie spekulativ sie auch immer sein mögen – sind äußerst störend und gefährlich. Diese Sondierungen müssen aufhören. Von Krieg darf nicht die Rede sein.

Aber es ist die Rede von Krieg, sowohl von Seiten der USA als auch von Israel. Und, Herr Präsident Ahmadinejad, Sie haben davon gesprochen „Israel von der Landkarte zu streichen“. In den USA und Israel fordern ‚Hitzköpfe‘ offen eine „schnelle militärische Aktion“, während „verantwortliche“ Führungskreise meinen, dass „keine Option ausgeschlossen sein sollte“. Herr Präsident Bush, wir haben diese beiden gleichlautenden Formulierungen schon einmal gehört – wenige Monate vor der Invasion in den Irak. Wir fordern, dass die Sondierungen militärischer oder atomarer Optionen sofort aufhören und unterstützen den Generaldirektor der IAEA, Mohamed El-Baradei in seinem dringenden Appell an alle beteiligten Parteien, dieses kriegstreiberische Gerede sofort zu beenden.

Die USA und andere Atomwaffenstaaten und de-facto Nuklearwaffenstaaten – also Staaten, die bereits im Besitz von Atomwaffen sind – haben nur geringe Fortschritte gemacht im Hinblick auf das international vertraglich fixierte Ziel der totalen und eindeutigen Vernichtung dieser Waffen. Obwohl es einen begrenzten Erfolg bei der Reduzierung des gesamten nuklearen Waffenbestandes gegeben hat, vertrauen die etablierten Kernwaffenstaaten in ihren Sicherheitsdoktrinen weiter auf diese Waffen; ein Wandel dieser Haltung in naher Zukunft zeichnet sich nicht ab. Das setzt sich so fort trotz des klaren internationalen Konsenses darüber, dass Atomwaffen eine kontinuierliche Bedrohung für die Menschheit und das Leben darstellen, und trotz der wiederholten Forderungen der internationalen Gemeinschaft, diese Waffen vollständig abzuschaffen.

Staaten, die im Besitz großer atomarer Waffenlager sind, können andere Staaten nicht glaubhaft dazu auffordern, ihre Kernwaffen zu zerstören oder ihr Streben nach dem Besitz dieser Waffen aufzugeben, wenn sie selber keine Schritte unternehmen, ihre eigenen Waffenbestände zu vernichten. Ein weltweites Bekenntnis zur Abschaffung von Atomwaffen bleibt ein weltweites Bekenntnis und gilt gleichermaßen für alle Parteien. Es darf keine Ausnahmen geben. Jene Staaten, die jetzt Atomwaffen besitzen, sind verpflichtet, diese zu vernichten. Jene Staaten, die keine Atomwaffen haben, dürfen nicht danach streben, in deren Besitz zu kommen.

So entschuldigt die Verletzung des Ziels eines kernwaffenfreien Mittleren Ostens durch eine Seite auf keinen Fall die Zuwiderhandlung auch durch die andere Seite. Umgekehrt wird der Verzicht einer Partei auf eine atomare Option den Verzicht der anderen Partei erleichtern.

Israels Nukleararsenal und das Streben des Iran nach Atomwaffen – falls es dieses gibt – sind gefährlich und öffnen das Tor für eine Ausbreitung von Atomwaffen in andere Staaten des Mittleren Ostens sowie für einen atomaren Wettlauf in dieser Region, der extrem gefährlich wäre. Soweit darf es nicht kommen.

Wir sind ernsthaft besorgt darüber, dass die nukleare Doktrin der USA militärische Maßnahmen gegen andere Staaten ins Auge fassen kann, bei denen ein Erstschlag mit Nuklearwaffen oder der Einsatz von Atomwaffen gegen atomwaffenfreie Staaten nicht ausgeschlossen ist. Wir nehmen den kürzlich veröffentlichten Brief von US Senatoren und anderen bzgl. dieses Sachverhalts zustimmend zur Kenntnis.

Ein dritter Einsatz von Atomwaffen darf niemals stattfinden. Dieser wäre nicht nur für den Iran und Israel eine Katastrophe, sondern wegen der radioaktiven Strahlung, der chaotischen Folgen und des Tabubruchs des Einsatzes von

Atomwaffen nach über 60 Jahren eine Katastrophe für die gesamte Region und die ganze Welt. Dieses Tabu zu brechen könnte bedeuten, dass Atomwaffen weiter eingesetzt werden und die Barriere für einen solchen Einsatz immer weiter sinkt. Ein weitverbreiteter Einsatz von Kernwaffen wäre für die Welt katastrophal. Wir fordern alle Parteien auf, nicht nach dem Besitz von Atomwaffen zu streben und eine Politik zu betreiben, die Atomwaffen ausschließt.

Parlamentarier, zivilgesellschaftliche Organisationen und Prominente haben diesen Brief unterzeichnet und fordern hiermit eine Lösung der Krise zwischen den USA und dem Iran und zwischen Israel und dem Iran. Die geforderte Lösung stützt sich auf folgende klar definierte Prinzipien:

- 1) Ablehnung jeglicher militärischen Option durch jede Partei.
- 2) Ein klares Bekenntnis aller Kernwaffenstaaten, in der jetzigen Situation keine Atomwaffen einzusetzen, und eine eindeutige Bindung an die Doktrin des „Nicht-Erstschlages mit Atomwaffen“.
- 3) Die Umsetzung der 1995 im Rahmen des Nichtverbreitungs-Vertrags verabschiedeten Resolution über eine kernwaffenfreie Zone im Mittleren Osten und die Umsetzung der jährlichen Resolutionen der Generalversammlung über die ‚Errichtung einer kernwaffenfreien Zone in der Region des Mittleren Ostens‘.
- 4) Ein klares Bekenntnis aller Parteien zu einer globalen Vernichtung von Atomwaffen durch die Bestätigung der Abschlusserklärung der Konferenz zur Nichtverbreitung von Atomwaffen im Jahr 2000 sowie der relevanten Resolutionen der Generalversammlung.
- 5) Eine diplomatische Lösung für die Beseitigung der Spannungen zwischen den USA, Israel und dem Iran einschließlich eines Kompromisses auf beiden Seiten, die Anerkennung der legitimen Sicherheitsinteressen aller Parteien unter Berücksichtigung Israels und des Iran, Unterlassung von Hetzreden oder der Sondierung militärischer Optionen durch alle Parteien.

An:

Den Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika Herrn George W. Bush, US-Außenministerin Frau Condoleeza Rice, US-Verteidigungsminister Herrn Donald Rumsfeld, UN-Botschafter der USA Herrn John Bolton
Den Präsidenten der Islamischen Republik des Iran Herrn Mahmoud Ahmadinejad, Außenminister des Iran Herrn Kamal Jharze, UN-Botschafter des Irans Herrn Javad Zarif-Khonsari
Amtierender Premierminister von Israel Herrn Ehud Olmert, Außenministerin von Israel Frau Tzipi Livni, UN-Botschafter Israels Herrn Dan Gillerman

Kopie an:

Herrn Jose Manuel Barroso, Präsident der Europäischen Kommission/Herrn Tony Blair, britischer Premierminister und Amtspräsident des Europäischen Rates/Herrn Jack Straw, britischer Außenminister/Herrn John Howard, Premierminister von Australien/Herrn Alexander Downer, Außenminister von Australien/Herrn Jacques Chirac, Präsident von Frankreich/Herrn Dominique de Villepin, Premierminister von Frankreich/Herrn Philippe Douste-Blazy, Außenminister von Frankreich/Herrn Horst Köhler, Bundespräsident Deutschlands/Frau Angela Merkel, Bundeskanzlerin Deutschlands/Herrn Frank-Walter Steinmeier, Deutscher Bundesaußenminister/Herrn Kofi Annan, UN-Generalsekretär/Herrn Mohamed El-Baradei, Leiter der IAEA/Herrn Wolfgang Schüssel, EU Ratspräsident und Kanzler Österreichs/Mitglieder des IAEA Gouverneursrates

ErstunterzeichnerInnen:

ParlamentarierInnen/politische VertreterInnen

Tadatoshi Akiba, Bürgermeister von Hiroshima, Präsident von Mayors for Peace, Japan/Senator Lyn Alison, Australien/Senator Andrew Bartlett, Qld., Australien/Jos Ansoms, MP & Bürgermeister von Wuustwezel, Belgien/Hüseyin-Kenan Aydin, MP, Deutschland/Angelika Beer, MEP, Vorsitzende der Parlamentariergruppe zum Iran, Deutschland/Tony Beerten, Bürgermeister von Heusden-Zolder, Belgien/Manoj Bhattacharya, MP, Indien/Jean-Pierre Brouhon, Alderman von Elsene, Belgien/Hugo Casaer, Bürgermeister von Beersel, Belgien/David Chaytor, MP, Bury North, Großbritannien/Dirk Claes, MP & Bürgermeister von Rotselaar, Belgien/Ian Cohen, MLC, NSW, Australien/Frank Cook, MP, Großbritannien/Gordon F Copeland, MP, Neuseeland/Jean Cornil, Senator, Belgien/Ir. Roland Crabbe, Bürgermeister von Nieuwpoort, Belgien/Libby Davies, MP, Vancouver East, Kanada/Luc Dehaene, Bürgermeister von Ieper, Belgien/Herman De Loor, Bürgermeister Zottegem, Belgien/Ralf Drieskens, Bürgermeister von Neerpelt, Belgien/Jill Evans, MEP, Cymru (Wales), Großbritannien/Douglas N. Everingham, Australischer Gesundheitsminister a.D. (1972-75), Australische Delegation, 1982 UN Vollversammlung, Australien/Wolfgang Gehrke, MP, Deutschland/Eloi Glorieux, MP, Flämisches Regionalparlament, Belgien/Monika Griefahn, MP, Deutschland/Heike Hänsel, MP, Deutschland/Yvon Harmegnies, MP & Bürgermeister von Dour, Belgien/Heidi Hautala, MP, Finnland/Lotta Hedström, MP, Schweden/Lutz Heilmann, MP, Deutschland/Kelly Hoare, MP, Charlton NSW, Australien/Julia Irwin, MP, Fowler, Australien/Patrick Janssens, Bürgermeister von Antwerpen, Belgien/Lynne Jones, MP, Birmingham Selly Oak, Großbritannien/Diodorus Kamala, MP, Tansania/Ute

Koczy, MP, Deutschland/Sergey Kolesnikov, MP, Regionaler Vizepräsident, IPPNW of Russia/CIS, Russland/Jean Lambert, MEP, Großbritannien/Hallgeir H. Langeland, MP, Norwegen/Carmen Lawrence, MP, Präsident der ALP, Fremantle, WA, Australien/Ueli Leuenberger, Vizepräsident, Les Verts Suisses, Schweiz/Keith Locke, MP, Neuseeland /Dr. Caroline Lucas, MEP, Großbritannien/Ulrich Maurer, MP, Deutschland/Willy Minnebo, Bürgermeister von Zwijndrecht, Belgien/Patrick Moriau, MP & Bürgermeister von Chapelle-lez-herlaimont, Belgien/Winfried Nachtwei, MP, Deutschland / Senator Kerry Nettle, NSW, Australien/Gérard Onesta, Vizepräsident des Europäischen Parlaments/Jan Peumans, MP & Bürgermeister von Riemst, Belgien/Senator Leo Platvoet, Niederlande/Erkki Pulliainen, MP, Finnland/Eva Quistorp, MEP a.D., Women for Peace, Deutschland/Rudolf Rechsteiner, MP, Schweiz/Lee Rhiannon, MLC, NSW, Australien/ Paul Schäfer, MP, Deutschland/Syed Shahabuddin, MP a.D., Amb. a.D., Präsident der All India Muslim Majlis-e-Mushawarat, Neu Dehli, Indien/Alan Simpson, MP, Großbritannien/Malte Spitz, Politischer Geschäftsführer, Grüne Jugend, Deutschland/Benny Spreeuwers, Bürgermeister von Opglabeeek, Belgien/Senator Natasha Stott-Despoja, SA, Australien/Dr. Kirsten Tackmann, MP, Deutschland/Willy Taminiaux, Bürgermeister von La Louviere, Belgien/Erika Thijs, Senatorin, Belgien/Koen T'Sijen, MP, Belgien/Oras Tynkkynen, MP, Finnland/Alexander Ulrich, MP, Deutschland/Paul Van Grembergen, Bürgermeister von Evergem, Belgien/Peter Vanhoutte, MP a.D., Belgien/Patrik Vankrunkelsven, Senator & Bürgermeister, Vizevorsitzender von Mayors for Peace, Belgien/Giz Watson, MLC, North Metropolitan Region, WA, Australien/Joern Wunderlich, MP, Deutschland/Uta Zapf, MP, Deutschland

NGOs

Initiator: Abolition-2000 Global Council. Ueber zweihundert NGO's aus aller Welt haben den Brief signiert, darunter auch PSR / IPPNW Schweiz, die Liste wäre zu lang, sie hier abzdrukken.

Die gesamte Liste plus die Möglichkeit den Brief zu unternschreiben finden Sie auf www.ippnw.de

US-Nukleardeal mit Indien hebt Sperrvertrag aus Presseinfo der IPPNW Deutschland vom 3. März 2006

Atomwaffenstatus außerhalb des NPT

3.03.06 Am Rande eines Treffens der internationalen Abrüstungsinitiative der Mittelmächte (MPI) kritisieren die indischen Ärzte für Frieden und Entwicklung (IDPD) und die deutsche Schwesterorganisation IPPNW das gestrige Atomabkommen zwischen den USA und Indien. Es sichere Indien bilateral den Atomwaffenstatus ohne Rücksicht auf internationale Verträge und selbst gegen bestehende Gesetze der USA zu. „Das ganze ermutigt letztlich die Weiterverbreitung der Atomwaffen“, befürchtet Dr. Arun Mitra, Generalsekretär der indischen Ärzteorganisation.

Seit Jahren ignorieren die USA und die anderen offiziellen Atomwaffenstaaten die Vertragsbedingungen des Sperrvertrages: Sie weigern sich nicht nur im Sinne des Artikel VI ihre Bestände vollständig abzurüsten, sondern entwickeln allesamt Programme für modernere Atomwaffen und strategische Szenarien für ihren Einsatz gegen heutige und kommende Gefahren. Dr. Angelika Claußen, Vorsitzende der deutschen IPPNW, erkennt vor allem geopolitische Interessen der USA für das Abkommen: „Die USA wollen Indien als atombewaffneten Partner und Gegenpol zur erstarkenden Macht China und erhoffen sich in der Region eine bessere Zusammenarbeit in ihrem Krieg gegen den Terrorismus. Nicht zu unterschätzen ist auch das Interesse der Atomindustrie, die weltweite Renaissance der Atomenergie zu fördern, obwohl dies der falsche Weg für Indien und unser aller Zukunft ist.“

Expertenmeinungen besagen, dass das indische Atomprogramm bislang weit hinter seinen Ansprüchen zurückgeblieben ist. Es sollte bis zum Jahr 2000 eine Leistung von 43.500 MW liefern. Nach 50 Jahren Betrieb speise es aber nur 3.300 MW, nicht mal 3% des indischen Energiebedarfs, in die Leitungen ein. Nach wie vor decke das zentrale Energienetz nur einen Bruchteil des Landes ab, so dass dezentralisierte Formen der Energieversorgung wie z.B. regenerative Energien, Indiens Bedarf viel zügiger und besser abdecken würden. „Gerade die internationale Atomlobby propagiert dieses Abkommen,“ bekräftigt Dr. Arun Mitra „Indien sollte nicht in diese Falle tappen, nur weil es einen erhöhten Energiebedarf hat“.

Das Abkommen zwischen den USA und Indien bietet im Gegenzug zur Überprüfbarkeit des zivilen indischen Atomprogramms Hilfe bei dessen Entwicklung an, ohne dabei Einblicke in sein Atomwaffenprogramm zu enthalten. Die deutsche IPPNW befürchtet, dass dies ein verheerendes Signal an die atomwaffenfreien Unterzeichnerstaaten des Atomwaffensperrvertrages schickt: Die Nachricht sei: Nukleare Hilfe für zivile Programme sei auch ohne Mitgliedschaft des Sperrvertrages zu bekommen. Gerade der Iran, der als Vertragsstaat darüber klagt, dass ihm solche Hilfe verweigert werde, könnte das US-Indien-Abkommen als Ansporn nehmen Atomwaffen zu entwickeln, um das zu erreichen, was Indien jetzt erhalte.

Mayors for peace Protestbrief zu den Atomversuchen vom 23. Februar in Nevada

His Excellency Mr. George W. Bush The President of United States of America

Letter of Protest

The United States, in conjunction with the UK, conducted its 22nd subcritical nuclear test at your underground test site in Nevada on February 23.

With the international community gravely concerned about nuclear proliferation, the US purports to be leading the effort to find a peaceful resolution to the problem of Iran's nuclear program, yet you conduct a subcritical nuclear test, a clear indication that you are developing new nuclear weapons. Such behavior is intolerable. You have brought the Nuclear Non-Proliferation Treaty, the international agreement regarding nuclear weapons, to the brink of collapse, and, we fear, are provoking a new round of proliferation.

Mayors for Peace is conducting an Emergency Campaign to Ban Nuclear Weapons that has been endorsed by the US Conference of Mayors, the National Conference of Black Mayors, the European Parliament, the International Physicians for Prevention of Nuclear War, and many other organizations around the world. The vast majority of people and nations on this planet desire the total abolition of nuclear weapons, yet you utterly discount them and arrogantly conduct a subcritical nuclear test. We are outraged by your trampling on the hopes and desires of the A-bomb survivors and countless millions around the world seeking liberation from nuclear weapons, and, on behalf of the 1,285 cities in 115 countries and territories that are members of the Mayors for Peace, we vehemently protest.

Just as the US fears the proliferation of nuclear weapons to other countries and to terrorist organizations, the international community is profoundly alarmed by your vast nuclear arsenal and seeming determination to develop new nuclear weapons. The prevention of proliferation requires not the "rule of might" but cooperation and monitoring by the international community. Thus, we urge you to immediately ratify the CTBT, halt all nuclear testing, including subcritical testing, halt all development of new nuclear weapons, and take the lead in a convincing effort to build a genuinely peaceful 21st century free from nuclear weapons.

February 24, 2006

The Conference of Mayors for Peace

- Tadatoshi Akiba, President Mayor of Hiroshima
- Iccho Itoh, Vice President Mayor of Nagasaki
- Herbert Schmalstieg, Vice President Mayor of Hannover
- Catherine Margate, Vice President Mayor of Malakoff
- Mohammed Afzal Khan, Vice President Mayor of Manchester
- Jaime R. Fresnedi, Vice President Mayor of Muntinlupa
- Eugeny P. Ishchenko, Vice President Mayor of Volgograd
- Donald L. Plusquellic, Vice President Mayor of Akron
- Garry Moore, Vice President Mayor of Christchurch
- Leonardo Domenici, Vice President Mayor of Florence
- Patrik Vankrunkelsven, Vice President Mayor of Laakdal

Ein etwas modifizierter Brief wurde auch an Tony Blair gesandt. Mayors for Peace (Stadtpräsidenten für den Frieden) sind in der Schweiz durch die StadtpräsidentInnen von Basel, Genf, Meyrin, Thun, Bern, Lausanne, Moutier, Zürich, Delemont, Luzern und Schneisingen vertreten.

Le Crime de Tchernobyl, ou le goulag nucléaire de Wladimir Tchertkoff

Les auteurs de ce livre sont les paysans victimes de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, dont j'ai enregistré les voix dans leurs villages au nord de l'Ukraine et dans les forêts du sud du Bélarus. Ils sont des millions à manger quotidiennement du césium 137 avec leurs aliments. Ce sont de jeunes mères contaminées qui deviennent sans le savoir source de poison pour les nouvelles vies confiantes qui se forment en elles. Ce sont ces enfants condamnés qui, s'ils naissent apparemment sains, croissent mal, car ils mangent des radionucléides matin, midi et soir... Ce sont les « liquidateurs », sauveurs ignorés de l'Europe, qui souffrent de toutes les maladies inconnues de l'atome. Des centaines de milliers sont invalides, des dizaines de milliers sont morts jeunes et continuent de mourir dans des souffrances inimaginables... Et ce sont les médecins et les physiciens peu nombreux à ne pas se soumettre au lobby nucléaire qui, armés des moyens de la connaissance, se battent pour la vérité. Journaliste italien de langue russe formé en France, c'est par hasard que je suis devenu passeur de vérités interdites au milieu d'une chaîne humaine fragile, faite à l'Est de résistants d'un pays pris au piège de la contamination atomique et à l'Ouest de résistants qui les soutiennent contre le mensonge scientifique. C'est avec l'aide et la contribution de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants que je livre ici, avec le souci seulement de la clarté et de la véracité, les informations, les documents et les témoignages dont je suis venu en possession grâce à eux. Car le mensonge et le secret planent sur la plus grande catastrophe technologique de l'Histoire et menacent le futur de l'humanité.

Fruit de 15 ans d'enquêtes en Ukraine et au Belarus, ce livre raconte la découverte progressive d'un crime scientifique programmé, qui se perpétue depuis 20 ans au cœur de l'Europe, sous de hautes responsabilités, dans l'indifférence générale et la désinformation de la civilisation occidentale riche et technologiquement avancée. Pour préserver le consensus autour de l'industrie nucléaire, le lobby de l'atome et la médecine officielle condamnent sciemment des millions de cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire des territoires contaminés par Tchernobyl.

Le livre révèle l'existence d'un conflit d'intérêts entre deux Agences des Nations Unies, directement responsables de la gestion des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour la santé des populations contaminées. Un accord signé en 1959 entre l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique empêche l'OMS d'agir librement dans le domaine nucléaire, si elle n'a pas l'assentiment de l'AIEA. Formée de physiciens et non de médecins, cette dernière, dont l'objectif principal est la promotion des centrales nucléaires dans le monde, est la seule Agence qui dépende directement du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle impose son diktat à l'OMS, dont le but est « d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible ». Les deux Agences ne reconnaissent jusqu'à présent que la mort d'une quarantaine de pompiers des premières heures de la catastrophe, 200 cancers causés par irradiation aiguë et 2000 tumeurs à la thyroïde comme conséquences de l'accident de Tchernobyl. Par contre, le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires partage l'avis de Kofi Annan, qui estime à 9 millions les victimes et affirme que la tragédie de Tchernobyl ne fait que commencer.

Ces faits et ces contradictions ont éclaté à la Conférence internationale sur les conséquences médicales de la catastrophe de Tchernobyl, organisée à Kiev en juin 2001 sous l'égide de l'OMS. L'importance de la conférence résidait dans l'adoption d'une résolution finale, qui constituait la base pour les décisions des gouvernements dans le domaine de la radioprotection.

Au cours de débats houleux, qui ont été intégralement filmés, la caméra a enregistré la colère des fonctionnaires des Agences pro nucléaires des Nations Unies, qui, menacés dans leur pouvoir par les révélations des conséquences sanitaires de la catastrophe, niaient la gravité de la contamination radiologique. Les données et les recommandations de radioprotection, que les chercheurs indépendants présentaient, étaient écartées avec dédain et arrogance. On refusait de les discuter. Conformément à la ligne maintenue par l'OMS et l'AIEA, les rédacteurs de la Résolution finale de la Conférence n'ont pas mentionné les nouvelles données scientifiques, qui, en contradiction avec la thèse officielle, montrent que les faibles doses dues au césium 137 incorporé dans l'organisme détruisent progressivement les systèmes et les organes vitaux et constituent une menace certaine pour la vie des générations futures.

Un physicien et un anatomopathologiste, tous deux scientifiques biélorusses de haut niveau, ont eu le courage de s'exposer et de dénoncer ouvertement ce que beaucoup de scientifiques savent désormais: les agences de l'ONU et les gouvernements nucléaires sont responsables d'un délit de non assistance aux populations en danger. L'un, Vassili Nesterenko, a eu la carrière brisée, mais continue sa bataille indépendante de radioprotection des enfants dans les villages contaminés. L'autre, Youri Bandazhevsky, a été jeté en prison, condamné par un tribunal militaire à 8 ans de prison. Amnesty International l'a adopté comme prisonnier d'opinion. Un département et douze villes de France, dont Paris, lui ont décerné la citoyenneté d'honneur. Ses recherches fondamentales sont interrompues. La communauté scientifique internationale, à l'exception de quelques voix isolées, s'abstient encore de dialoguer avec ces deux scientifiques, dont les données constituent une menace pour l'industrie nucléaire.

Wladimir Tchertkoff, d'origine russe et de nationalité italienne, longtemps journaliste pour la Rai puis la Télévision de la Suisse italienne de Lugano, a réalisé plus de soixante-dix documentaires dont cinq consacrés aux territoires contaminés par Tchernobyl. Il est également secrétaire de l'association Les Enfants de Tchernobyl- Belarus.

Essais littéraires
avril 2006 / 14,5 x 24 / 700 pages
ISBN 2-7427-6042-3 / AS3330
prix indicatif : 20,00 •
Edition: actes sud
disponible en librairie avril 2006